

L'EUROPE À LA RECHERCHE  
D'UNE NOUVELLE UTOPIE?  
CHANCES POUR LES RELIGIONS  
ET NOUVEAUX DÉFIS POUR LES ÉDUCATEURS

ÉTIENNE VERHACK

Comitè Europeu Ensenyament Catòlic (CEEC)

**RÉSUMÉ:** Au cours de cette conférence Etienne Verhack, secrétaire général du CEEC, s'adressait à un groupe d'étudiants de Centres de Formation de Professeurs venus de divers pays d'Europe, convoqués par l'Association GERFEC, (groupe d'étude et recherche pour la formation des éducateurs croyants et de toutes convictions). Il voulait susciter en eux le questionnement autour de la recherche de sens pour l'Europe d'aujourd'hui après avoir ébauché de nouvelles perspectives et invité les participants à "l'éducation aux valeurs" en tirant parti d'une nouvelle chance pour les religions et de nouveaux défis pour les éducateurs.

**MOTS-CLÉS:** Europe, éducation, dialogue interculturel.

**Europa, a la recerca d'una nova utopia?  
Oportunitats per a les religions i nous desafiaments  
per als educadors**

**RESUM:** En aquesta conferència Etienne Verhack, secretari general del Comitè Europeu de l'ensenyament catòlic, es dirigia a un grup d'estudiants d'escoles de Magisteri de diversos països europeus, convocats per l'Associació GERFEC. (Grup d'estudi i recerca per a la formació dels Educadors creients i de totes conviccions). Volia suscitar en ells la pregunta entorn de la recerca de sentit en l'Europa d'avui dia. Després d'haver fet un esbòs de noves perspectives, insisteix en "l'educació en valors" tot aprofitant el fet de trobar-nos davant d'una nova oportunitat per a les religions i uns nous reptes per als educadors.

**PARAULES CLAU:** Europa, educació, diàleg interculturel.

## Introduction

Le dialogue, élément clé pour l'avenir de l'Europe.

La diversité culturelle grandissante en Europe est ancrée dans l'histoire de notre continent et amplifiée par la mondialisation. Nul n'ignore que la gestion démocratique de cette diversité est devenue, depuis quelques années, une priorité urgente.

Comment répondre à la diversité ? Quelle est notre vision de la société de demain ? S'agit-il d'une société où les individus vivront dans des communautés séparées, caractérisée au mieux par la coexistence de majorités et de minorités aux droits et responsabilités différenciées, vaguement reliées entre elles par l'ignorance mutuelle et les stéréotypes ? Ou, au contraire, nous représentons-nous une société dynamique et ouverte, exempte de toute discrimination et profitable à tous, qui **privilégiera l'intégration de tous les individus dans le plein respect de leurs droits fondamentaux ?**

Nous savons tous que la seconde perspective passera par le dialogue interculturel, c'est-à-dire par un échange de vues ouvert, respectueux et basé sur la compréhension mutuelle, entre des groupes ou entre des individus qui ont des origines et un patrimoine ethnique, culturel, religieux et linguistique différents. Ce dialogue interculturel a comme objectif une meilleure cohésion sociale, la réduction des disparités entre les membres de la société, une plus grande solidarité.

Ce dialogue passe par la liberté et la capacité de s'exprimer mais il suppose aussi la volonté et la faculté d'écouter ce que les autres ont à dire. Vous êtes venus ici à Klingenthal pour vous ressourcer dans cette vision et cet idéal.

**Chapitre 1** – L'Europe désertée par l'utopie connaît un processus de recomposition

**Chapitre 2** – Les principes de Tolède, le Livre Blanc sur le dialogue interculturel et le Projet REDCo

**Chapitre 3** – La contribution des croyants à la construction de l'Europe

**Quelques conclusions**

### Premier Chapitre

## **L'Europe désertée par l'utopie connaît un processus de recomposition**

## A. Une recomposition de l'Europe

L'Europe connaît un processus dans lequel aussi bien l'identité, la nation, l'Europe et la religion sont en train de se *re-composer*. Et nous constatons que le « religieux » y joue un rôle important. En effet, le religieux a acquis depuis plus d'une vingtaine d'années une visibilité nouvelle dans les débats publics et intellectuels. S'agit-il de « la revanche de Dieu », comme le dit Gilles KEPEL<sup>1</sup>, du « réenchantement du monde » selon la formule de Peter BERGER<sup>2</sup> ou du « choc des civilisations »<sup>3</sup>, trois façons de situer la recomposition du monde contemporain qui empruntent au registre du religieux.

Plutôt que d'un retour du religieux, il s'agit d'un réinvestissement – par les sciences sociales- de la religion comme mode de déchiffrement des transformations contemporaines. Très souvent, lorsque la religion semble être en cause, ce n'est pas en réalité d'elle qu'on parle. La religion se présente aujourd'hui comme l'une des **grammaires génératrices des politiques de l'identité**<sup>4</sup>, un répertoire de symboles qu'acteurs sociaux et politiques utilisent à des fins de définition de soi, de l'« autre » et de la nature de l'altérité de celui-ci.

Nous constatons que le champ politique est déserté par l'utopie. La religion en est affectée d'une nouvelle légitimité, utilisée par défaut, dotée d'une extrême malléabilité. Elle devient une ressource de sens stratégique, au service de politiciens en déficit d'autorité. Explorer les rapports actuels au religieux suppose dès lors que l'on renonce à utiliser comme mode unique de déchiffrement du temps présent la « clé religieuse » ou, à l'inverse, la « clé politique ». « Le politique et le religieux ne sont jamais entièrement séparés, ni séparables. On ne peut donc comprendre l'un et l'autre que si on ne les sépare pas », dit Pierre MANENT.<sup>5</sup> La démarche doit se construire en cherchant à tenir ensemble une gamme large de facteurs politiques, économiques, sociaux et religieux, en entre-

<sup>1</sup> KEPEL, Gilles, *La Revanche de Dieu : Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Paris, Seuil, 1991.

<sup>2</sup> BERGER, Peter, L. *Le Réenchantement du Monde*, Paris, Bayard, 2001.

<sup>3</sup> HUNTINGTON, Samuel, *Le Choc des Civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000.

<sup>4</sup> CAPELLE-POGACEAN, A., MICHEL, P. et PACE, E., *Religion(s) et Identité(s) en Europe. L'épreuve du pluriel*, Sciences Po, Les Presses, 2008.

<sup>5</sup> MANENT, Pierre, *La Raison des Nations : réflexions sur la démocratie en Europe*, Paris, Gallimard, 2006, p.11.

prenant de parcourir leurs liens, leurs échanges, parfois leurs jeux réciproques d'instrumentalisation, pour reconstituer le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques.

Adopter une telle approche conduit assurément à relativiser plusieurs clivages tenus pour pertinents dans les médias. En ce qui concerne l'Europe, deux systèmes d'opposition sont souvent construits, qui ne se recoupent que partiellement. Il s'agit de la polarité Ouest–Est et l'opposition entre l'Occident et l'islam.

- (1) Lorsqu'il s'agit de parler des usages du religieux dans l'Europe postcommuniste, c'est l'opposition entre l'Est, requis de s'aligner sur l'Occident ou érigé en « modèle spirituel » et l'Ouest, « moderne », « sécularisé » (ou, dans une perspective en miroir, « gâté » et « démoralisé ») qui est mise en avant. L'Est, lu à la lumière du catholicisme polonais ou des orthodoxies balkaniques, est alors défini par la vitalité supposée de ses traditions religieuses, la présence du religieux dans l'espace public et, dans le contexte des guerres yougoslaves, la référence à une entreprise de re-totalisation, qu'on imagine liée à une trajectoire particulière de construction de l'Etat et de la nation. Ajoutons à cela les oppositions entre mondes industriel-postindustriel et monde agricole.
- (2) Autre enjeu, autre travail d'essentialisation : c'est l'ensemble de l'Occident, moderne et séculier, qui est opposé à l'« islam ». Beaucoup d'interprétations de la « vigueur » supposée du religieux dans le monde musulman portent un sceau culturaliste : l'islam s'éprouve comme isolé dans une sphère que récapitulerait la Tradition, hors de l'histoire, n'autorisant guère la différenciation de l'autorité politique et religieuse exigée par la modernité telle que l'ont formulée les Lumières. L'Ouest, lui, demeure pensé comme le prisme à travers lequel les autres trajectoires devraient être lues, soit parce qu'il résumerait tout, soit parce qu'il serait spécifique, voire exceptionnel.

## B. Le plus important dans ce processus est le non-dit !

Lorsque nous suivons l'actualité et les réflexions qui circulent dans notre continent nous apercevons qu'il a des recompositions qui se font en Europe entre l'identité, la nation, l'Europe et la religion. **Mais ne nous trompons pas. Ce qui est explicitement exprimé n'en constitue et n'en manifeste jamais que la part la moins importante.** On ne voit ou n'entend que la part qui articule ce qui cherche à se dire.

Comment interpréter ce phénomène ?

### Différentes approches se présentent :

- (1) On peut dire que le religieux est présent sur les scènes nationales et sur la scène européenne en recomposition **comme indicateur de cette recomposition.**
- (2) D'autres analyses vont plus loin et disent que si le religieux est sollicité sur cette scène, ce n'est pas en tant que tel, mais parce qu'il constituerait, en situation de déficit du politique, **l'une des modalités de gestion des recompositions à l'œuvre.**
- (3) Une troisième analyse dit : si le religieux est tout particulièrement requis, c'est qu'il représente un **registre privilégié de production d'une altérité de référence**, en situation de flottement généralisé des critères traditionnellement tenus pour pertinents en matière de définition identitaire.

### Deux exemples pour illustrer ce que je viens de dire :

- (1) Prenons comme premier exemple **la Pologne**. La défense de la mention du rôle de l'héritage chrétien en Europe dans le préambule de la Constitution européenne a donné une actualité forte à l'affichage d'une identité polonaise-catholique. Mais cette défense pourrait bien avoir eu d'abord pour fonction de permettre de feindre, à destination du monde extérieur, une cohésion nationale en réalité battue en brèche par l'évolution même de la société polonaise. Cette dernière s'est en effet fortement et rapidement diversifiée. Cette évolution allait de pair avec une pluralisation du paysage catholique polonais lui-même.

Ce qui revient à dire que les grandes tendances à l'œuvre dans les pays occidentaux, en termes d'individualisation de la croyance, de prise de distance vis-à-vis de l'institution et d'adoption d'un rapport de consommateur exigeant à l'égard de l'offre religieuse, sont aujourd'hui parfaitement repérables en Pologne. Et le catholicisme s'étant pluralisé, chacun des Polonais peut y mettre ce qu'il veut. La thématique des valeurs ou de l'héritage chrétiens devient dès lors une sorte d'auberge espagnole, organisée comme un espace neutre, et dès lors consensuel (à condition bien sûr de ne pas s'interroger trop avant sur ce que les uns et les autres investissent dans ladite thématique.)

- (2) Le second exemple est celui de **la France** qui a dit « non » au référendum sur la Constitution européenne. On sait que la gestion de l'islam, l'entrée de la Turquie, et le « retour » à une laïcité française y ont joué un rôle capital. Ce « non » renvoyait à des interrogations et à des inquiétudes que ces thématiques « religieuses », sous couvert d'y répondre et de les apaiser, per-

mettent d'abord de feindre d'en fournir une formulation pertinente.

### C. A distinguer deux types de demandes : celle de l'Europe-institution et celle des organisateurs et acteurs religieux

Après ces remarques sur l'interprétation de ce qui se passe sous les recompositions qui se font en Europe, je voudrais formuler une autre distinction. En effet, en ce qui concerne les rapports entre religion et construction européenne, nous devons distinguer entre deux types de demandes :

- (1) la demande formulée par l'Europe-institution<sup>6</sup>, de ressources permettant de donner une âme à une entreprise réputée froide, économique<sup>7</sup>, insusceptible de permettre aux citoyens de s'identifier à elle. J'utilise ici le mot « âme », mais je pourrais tout autant parler, avec le Polonais GEREMEK, d'un « grain de métaphysique européenne »<sup>8</sup>.
- (2) La deuxième demande est celle des organisations et des acteurs, religieux ou non, qui se prévalent d'une certaine capacité d'expertise en matière de production d'interprétation et d'administration du sens, et voyant dans le changement de périmètre que constitue la montée en puissance de l'Europe une voie possible de redéploiement de leur capacité d'influence et de pérennisation de celle-ci. De toute façon, on doit constater l'incapacité du politique à produire du sens. Que les institutions européennes se tournent vers le religieux, référence éprouvée en la matière, souligne l'existence d'un déficit cruel. Visiblement, il manque aux politiques même les mots politiques pour se dire. En même temps, on voit que la production et la fourniture d'une « âme européenne » est devenue un marché concurrentiel : il y a la proposition des Eglises protestante ou catholique, mais il y a également celle de la laïcité et il y en a d'autres.

---

<sup>6</sup> DELORS, Jacques : « Si dans les dix ans qui viennent, nous n'avons pas réussi à donner une âme, une spiritualité, une signification à l'Europe, nous aurons perdu la partie » in, *L'Europe face aux Défis. Réconciliation et Sens*, 4, Bruxelles, Eglise et Société, 1997.

<sup>7</sup> *Le Livre Blanc sur la Gouvernance européenne*, de juillet 2001, plaide pour une contribution spécifique à apporter par les Eglises. Le Pape Jean-Paul II y a souvent fait référence, p.ex. en Slovaquie en septembre 2003 (« L'Europe ne doit pas perdre son âme »).

<sup>8</sup> GEREMEK, Bronislaw, *Penser l'Europe comme communauté*, Esprit, « Quelles valeurs pour quelle Europe ? », Paris, octobre 2003, p.10.

## Deuxième Chapitre

### **Les Principes de Tolède, Le Livre Blanc sur le Dialogue Interculturel et le Projet REDCo**

Passons maintenant à trois étapes importantes qui ont été franchies en Europe : il s'agit des « Principes de Tolède », du « Livre Blanc sur le Dialogue Interculturel » et finalement du « Projet REDCo ».

La recherche du projet « La Religion dans l'Éducation. Une contribution au Dialogue ou un facteur de Conflit dans l'évolution des pays européens » (REDCo) est un projet financé par la Commission Européenne. Il a été coordonné par le prof. Wolfram WEISSE de l'Université de Hambourg.<sup>9</sup>

Ce groupe se situe dans la lignée d'un rapport de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, avec comme titre « Principes directeurs de Tolède sur l'enseignement relatif aux religions et convictions dans les écoles publiques ».

Je trouve important que les (futurs) éducateurs européens en prennent connaissance, car il s'agit de propositions extrêmement intéressantes.

---

242

#### **A. Les Principes directeurs de Tolède sur l'enseignement relatif aux religions et convictions dans les écoles publiques** <sup>10</sup>

Il s'agit d'un rapport de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) qui groupe 56 Etats d'Europe, d'Asie Centrale et d'Amérique.

- (1) La connaissance des religions et des croyances peut renforcer l'appréciation de l'importance du respect de la liberté religieuse, promouvoir la citoyenneté démocratique, promouvoir la compréhension de la diversité dans la société et, renforcer la cohésion sociale.

---

<sup>9</sup> <http://www.redco.uni-hamburg.de> Il s'agit d'enquêtes menées sur la question de la religion dans la vie et la scolarisation des élèves de 14 à 16 ans en Allemagne, en Angleterre, Espagne, Estonie, France, Norvège, Pays-Bas et en Russie.

<sup>10</sup> *Toledo Guiding Principles on Teaching about Religions and Beliefs in Public Schools*. Prepared by the ODIHR Advisory Council of Experts on Freedom of Religion or Belief. OSCE. ODIHR (Office for Democratic Institutions and Human Rights), 2007.

- (2) La connaissance des religions et des croyances offre des chances de réduire les conflits qui sont basés sur un manque de compréhension des religions des autres. Elle augmente le respect de leurs droits.
- (3) Cette connaissance est une partie essentielle d'une éducation de qualité. Elle suppose une grande part de connaissances historiques, littéraires et artistiques et peut contribuer à élargir ses horizons culturels et à approfondir la compréhension des complexités du passé et du présent.
- (4) L'enseignement sur les religions et les croyances est le plus efficace s'il est combiné avec des efforts d'inspirer le respect des droits des autres, même s'il y a désaccord sur les religions ou les croyances. Le droit à la liberté religieuse est un droit universel et inclut une obligation à protéger les droits des autres, inclus du respect de la dignité de tous les hommes.
- (5) Les croyances religieuses ou non-religieuses d'une personne n'offrent pas de raison suffisante pour exclure cette personne de l'enseignement sur les religions ou les croyances. Les considérations les plus importantes en cette matière ont un lien avec l'expertise professionnelle, ainsi qu'avec des attitudes de base vis-à-vis de l'engagement pour les droits de l'homme en général et pour la liberté religieuse en particulier.
- (6) Afin d'éviter des violations des droits à la liberté religieuse, les politiques doivent être raisonnablement adaptées aux besoins religieux. Ces adaptations contribuent à créer un climat de tolérance et de respect mutuel.
- (7) Là où des cours obligatoires sur les religions et les croyances sont suffisamment neutres et objectifs, la demande de participer à ces cours ne signifie pas une violation de la liberté religieuse.

## **B. Le Livre Blanc sur le Dialogue Interculturel du Conseil de l'Europe. Vivre ensemble dans l'égalité** <sup>11</sup>

On constate un besoin toujours plus fort de préciser dans quelle mesure le dialogue interculturel peut contribuer à valoriser la diversité tout en maintenant la cohésion sociale.

Le Livre Blanc sur le dialogue interculturel affirme avec force que notre avenir commun dépend de notre capacité à protéger et à

---

<sup>11</sup> *Livre Blanc sur le Dialogue Interculturel. Vivre ensemble dans l'égalité*, Conseil de l'Europe, 7 mai 2008.

développer les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit et à promouvoir la compréhension mutuelle. Il défend que la démarche interculturelle offre un modèle de gestion de la diversité culturelle ouvert sur l'avenir. Il propose une conception reposant sur la dignité humaine de chaque individu, ainsi que sur l'idée d'une humanité commune et d'un destin commun. S'il faut construire une identité européenne, celle-ci doit reposer sur des valeurs fondamentales partagées, le respect de notre patrimoine commun et la diversité culturelle ainsi que la dignité de chaque individu. Le dialogue interculturel nous sert, d'une part, à prévenir les clivages ethniques, religieux, linguistiques et culturels. Il nous permet, d'autre part d'avancer ensemble et de reconnaître nos différentes identités de manière constructive et démocratique, sur la base de valeurs universelle partagées.

Pour faire progresser le dialogue interculturel il faut

- adapter à de nombreux égards la gouvernance démocratique de la diversité culturelle ;
- renforcer la citoyenneté démocratique et la participation ;
- enseigner et développer les compétences interculturelles ;
- créer des espaces réservés au dialogue interculturel ou étendre ceux qui existent ;
- et il faut enfin donner au dialogue interculturel une dimension internationale.

---

244

### C. Le Projet REDCo

Nous retrouverons la même préoccupation pour le dialogue entre les personnes de différentes religions et convictions dans les résultats du projet REDCo.

La religion dans l'Education. Une contribution au dialogue ou un facteur de conflit dans l'évolution des pays européens. Un projet de recherche européen et comparatif portant sur les représentations des jeunes à propos de la religion, de la diversité religieuse et des possibilités de dialogue qu'elles portent, un projet qui concerne aussi les interactions dans la classe et les stratégies développées par les enseignants.

### **Les résultats du projet de recherche REDCo :**

- Une majorité d'élèves apprécie la diversité religieuse de leur société, même si certains préjugés ont été exprimés.

- Les principales sources d'information sur la religion et les convictions sont généralement la famille, suivie de l'école.
- La population d'élèves enquêtés comprend un groupe significatif pour qui la religion est importante dans leur vie, un groupe significatif pour qui la religion n'est pas importante et un groupe significatif, situé entre ces deux pôles, qui fait preuve de positions diverses, parfois fluctuantes.
- Quelle que soit leur position à l'égard de la religion, une majorité d'élèves est intéressé à apprendre sur les différentes religions à l'école.
- Les élèves prennent bien en compte la diversité religieuse et l'expérimentent, pour la plupart, à l'école, mais aussi à l'extérieur de l'enceinte scolaire.
- Les élèves sont généralement ouverts à leurs camarades d'origines religieuses différentes. En même temps, ils ont tendance à se lier avec des camarades ayant le même arrière-plan religieux ou convictionnel qu'eux, même s'ils vivent dans des lieux caractérisés par la diversité religieuse.
- Les élèves expriment souvent une attitude tolérante, mais celle-ci tend à être plus abstraite que mise en pratique dans les comportements. La tolérance exprimée dans la salle de classe n'est pas toujours mise en œuvre dans la vie quotidienne hors de l'école.
- Ceux à qui on enseigne une diversité de religions sont plus enclins à discuter de sujets religieux ou philosophiques avec des élèves issus d'un autre arrière-plan religieux ou convictionnel que ceux qui n'ont pas l'opportunité d'accéder à un tel enseignement.
- Les élèves souhaitent une coexistence pacifique entre les diverses religions, et croient que cela est possible.
- Les élèves considèrent que les principales pré-conditions à une coexistence pacifique entre personnes de religions différentes sont : la connaissance réciproque de la religion et des convictions de chacun, le partage d'intérêts communs ainsi que l'expérience d'activités en commun.
- Dans la plupart des pays, les élèves défendent le droit des croyants à une expression modérée de leur religion à l'école. Par exemple, ils ne s'opposent pas au port de signes religieux *discrets* et ils ne refusent pas les formes de piété religieuse *volontaires* de la part d'élèves appartenant à une religion particulière.
- Les élèves pour qui la religion tient une place importante dans leur vie sont plus enclins à respecter les situations religieuses des autres et à valoriser le rôle de la religion dans le monde.

- La plupart des élèves préféreraient un enseignement consacré aux différentes religions plutôt qu'un cours privilégiant une religion ou conviction particulière.
- Les élèves expriment le souhait d'un enseignement des faits religieux prenant place dans un environnement scolaire sécurisant régulé par des procédures partagées afin de pouvoir s'exprimer et discuter de ces sujets en toute sérénité, dans la salle de classe.
- Les élèves préfèrent généralement éviter les conflits à propos des questions religieuses, et certains des élèves engagés sur le plan religieux se sentent particulièrement vulnérables.
- Les enseignants favorisent le dialogue, comme une stratégie éducative appropriée à la gestion de la diversité religieuse dans la classe, mais les élèves sont plus ambivalents à propos de la valeur d'un tel dialogue, dans la mesure où tous ne se sentent pas à l'aise avec la manière dont la diversité est gérée dans l'institution scolaire.
- Les élèves soutiennent généralement le modèle d'enseignement de la religion qui leur est familier.

---

### **Les recommandations en matière de politiques publiques :**

246

Le groupe REDCo soutient, dans une large mesure, les recommandations du Conseil de l'Europe et les principes de Tolède de l'OSCE. Cependant, il suggère le besoin d'un certain degré de différenciation au niveau national, en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques éducatives. Ceci se justifie, par exemple, en raison des différences, au niveau national, en matière de traditions, de normes, de systèmes légaux et d'approches pédagogiques dans la manière de gérer la religion dans l'enseignement. Chaque contexte national doit être pris en compte quand il s'agit de politiques publiques. Au niveau européen, nous suggérons de laisser un espace pour le dialogue à propos de et entre différentes religions et convictions.

Sur la base de ses recherches sur les représentations des élèves, le groupe REDCo souligne l'importance d'un dialogue au niveau de la classe qui, concernant les religions et conceptions du monde, mette l'accent sur l'échange entre les élèves de points de vue différents.

Quelles sont alors ces recommandations ?

Il y en a 4 :

### 1) Encourager une coexistence pacifique

Les futures politiques publiques éducatives doivent centrer leurs efforts sur la mise en œuvre d'outils susceptibles de transformer une tolérance abstraite (passive) en tolérance pratique (active). Pour cela, on propose trois actions :

- (1) Contre les stéréotypes négatifs sur les religions, en présentant une vision plus complexe des phénomènes religieux incluant leurs contributions positives pour la société et pour les individus.
- (2) Développer et renforcer les capacités au dialogue entre les élèves concernant les différentes religions et convictions.
- (3) Fournir des occasions permettant d'impliquer les différentes convictions et religions (ceci inclut la coopération avec les autorités locales afin qu'elles permettent le développement d'échanges entre les différents groupes religieux et non-religieux) et offrir la possibilité de rencontres entre les élèves ayant différentes positions vis-à-vis de la religion.

### 2) Promouvoir la gestion de la diversité

Une certaine éducation à la citoyenneté tend à privilégier l'uniformisation ; cependant, passer d'une tolérance passive à une tolérance active, rend nécessaire la valorisation et l'encouragement à une réelle diversité religieuse au sein de l'école comme de l'université. Actions :

- (1) Offrir aux élèves l'opportunité d'apprendre à connaître les différentes religions et leur permettre de bénéficier d'un espace de discussion sur les questions religieuses.
- (2) Développer des approches innovantes afin que les élèves puissent apprendre à connaître les religions et convictions à travers les différentes disciplines scolaires : les cours de religion là où ils existent, les cours d'histoire, de lettres et de science.
- (3) L'enseignement de la religion, comme l'enseignement des faits religieux, doit inclure une éducation globale permettant la tolérance et prenant en compte les différents besoins des élèves au fur à mesure de leur développement.
- (4) Encourager les universités à donner plus largement sa place à la pluralité religieuse dans la recherche et l'enseignement.

### 3) Inclure les visions du monde religieuses comme non-religieuses

L'école est un lieu où tous les étudiants doivent être respectés, quelle que soit leur conviction ou leur religion. La religion est importante pour certains élèves, et leurs croyances ne doivent pas devenir un obstacle à leur progression académique. Actions :

- (1) Inclure l'apprentissage des différentes religions et visions du

monde séculières dans leur complexité et en prenant en compte leur diversité interne.

- (2) Inclure la dimension religieuse dans une éducation globale à l'inter-culturalité, à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme.

#### **4) Accroître les compétences professionnelles**

Aucun changement ne peut advenir sans la coopération des professionnels de l'éducation et l'acquisition par eux des compétences nécessaires. Cette formation requiert à la fois une formation initiale et une formation continue des enseignants.

Actions :

- (1) Préparer les éducateurs des différentes disciplines à prendre en compte les faits religieux pertinents pour leurs disciplines et à assurer l'intégration des élèves, dans un esprit de neutralité à l'égard de leurs appartenances religieuses ou non religieuses.
- (2) Former les enseignants à des méthodes qui favorisent et encouragent les élèves à se sentir à l'aise face à la diversité religieuse et qui leur permettent de s'appropriier, sous un mode réflexif, la diversité de leurs expériences personnelles.
- (3) Le programme de formation des enseignants doit inclure le développement d'aptitudes à organiser et modérer des débats dans la classe sur des sujets religieux sensibles et à gérer les conflits entre visions du monde.

### **Troisième Chapitre**

#### **Contribution des croyants à la construction de l'Europe**

Avant de continuer, je voudrais récapituler brièvement les deux premières étapes de mon exposé de ce matin.

Dans le premier chapitre, nous avons vu que le champ politique en Europe est déserté par l'utopie. Nous avons constaté que la religion devient une ressource de sens stratégique. A la lumière de cette réalité, nous avons relativisé quelques systèmes d'opposition, comme l'opposition entre l'Occident et l'Islam ou entre l'Est ex-communiste et l'Ouest.

Ensuite, j'ai souligné que le non-dit de ces recompositions est la part la plus importante et que l'on peut distinguer différentes approches de la sollicitation du religieux.

Enfin, j'ai différencié deux types de demandes : celle de l'Europe-institution et celle des organisateurs et acteurs religieux.

Dans le deuxième chapitre, j'ai essayé d'apporter quelques preuves de cette relation entre la religion et l'Europe politique, et de la préoccupation pour le dialogue entre les personnes de différentes religions et convictions :

- Les principes de Tolède sur l'enseignement relatifs aux religions et convictions.
- Dans la lignée de ce rapport, j'ai situé le Livre Blanc sur le dialogue interculturel, du Conseil de l'Europe.
- Et, enfin, le projet REDCo dont j'ai retenu surtout les 4 recommandations :
  - 1) Encourager une coexistence pacifique.
  - 2) Promouvoir la gestion de la diversité.
  - 3) Inclure les visions du monde religieuses comme non-religieuses.
  - 4) Accroître les compétences professionnelles.

Il est donc logique que, cet après-midi, nous nous posions la question : quelle est alors la contribution des croyants à la construction de l'Europe ?

Je propose de partir du Traité de l'Union Européenne et, plus particulièrement, des valeurs auxquelles l'Union s'attache. Je présenterai ensuite une thèse post-religieuse et une thèse religieuse. Finalement, je soulignerai le rôle créatif d'une minorité et les nouvelles chances qui s'offrent aux religions, à condition que nous nous retrouvions autour des Grands Textes.

**A. Quelles sont les valeurs de l'Europe selon le Traité de l'Union ?**

**Les valeurs de l'Union (article 2 du Traité sur l'Union Européenne) :**

Dans le Traité de Lisbonne, l'Europe a clarifié le « vivre ensemble » dans une communauté de valeurs.

Le Traité de Lisbonne énonce les valeurs sur lesquelles se fonde l'Union (article 2) : le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'Etat de droit, ainsi que le respect des droits de l'Homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités. Cet article 2 doit se lire en relation avec les paragraphes 2 et 3 de l'article 7 du même Traité selon lequel une violation ou un risque clair de violation grave d'une des valeurs européennes

par un Etat membre peut engager la procédure d'alerte et de sanction contre cet Etat, pouvant aboutir à la suspension des droits d'appartenance à l'Union, en cas de violation constatée. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, l'article 8 fait de l'élimination des inégalités et de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes une clause transversale applicable à l'ensemble des politiques et actions internes de l'Union (« troisième partie de ce Traité »).

A la demande de la Hongrie, la liste des valeurs de l'Union énumérées à l'article 2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union comprend les droits des personnes appartenant à des minorités. Cette revendication s'explique par le nombre important de Hongrois vivant dans les pays voisins (Croatie, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine) qui est estimé à environ 3,5 millions de personnes.

---

### **Les objectifs de l'Union (article 3 du Traité sur l'Union Européenne) :**

250

L'article 3 du Traité énonce les principaux objectifs justifiant l'existence de l'Union pour l'exercice de certaines compétences en commun au niveau européen. Chacun d'entre eux recouvre un certain nombre de politiques et d'objectifs précis figurant dans la troisième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.

L'Union a pour but de promouvoir la paix ; ses valeurs et le bien-être de ses peuples. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène.

L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique. Elle combat l'exclusion sociale et les discrimi-

nations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les Etats membres. Elle respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen. L'Union établit une union économique et monétaire dont la monnaie est l'euro.

Prenant en compte les craintes révélées par le référendum français, les Etats membres ont supprimé des objectifs « *un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée* ». Certes, un protocole sur le marché intérieur et la concurrence qui rappelle (premier considérant) que le « *marché intérieur tel qu'il est défini à l'article 3 du Traité sur l'Union Européenne comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée* » (...) « *Article unique : À l'effet du premier considérant, l'Union prend si nécessaire des mesures dans le cadre des dispositions des traités, notamment l'article 352 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne* ». Mais la concurrence est ramenée ainsi à ce qu'elle doit être : un outil et non un objectif.

De plus, un paragraphe particulier concerne les objectifs de l'Union dans le monde et souligne la démarche ouverte de l'Europe vis-à-vis du reste du monde : dans « *ses relations avec le reste du monde, l'Union promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens* ». Les objectifs internationaux de l'Union sont très larges et visent expressément la paix, la sécurité, le développement durable de la planète, la solidarité et le respect mutuel entre les peuples, le commerce libre et équitable, l'élimination de la pauvreté et la protection des droits de l'Homme, en particulier des droits des enfants, le strict respect du droit international notamment le respect des principes de la Charte des Nations Unies.

Il convient de mettre en relation l'ajout de la formule « *protection de ses citoyens* » avec les craintes de l'opinion publique européenne que l'Union ne constitue qu'un rempart faible face à la globalisation. Cette affirmation dans les objectifs de l'Union dans ses relations avec le reste du monde de la protection de ses citoyens constitue une des réponses à cette angoisse d'une Europe « passoire » ou « cheval de Troie » de la mondialisation, d'une Europe identifiée aux délocalisations comme les opposants à la Directive BOLKESTEIN avaient réussi à le faire croire.

## B. Une thèse post-religieuse ?

### **Quatre valeurs comme système de coordination pour le projet européen, selon Gianni VATTIMO :**

Gianni VATTIMO et Richard RORTY, dans leur livre « *L'Avenir de la religion, solidarité, charité, ironie* » assument ce qu'ils appellent le « paradigme de la postmodernité ». Selon eux, il faut renoncer à l'idée d'une vérité qui prétende à l'Universel, au vu de la multiplicité des conceptions du monde en concurrence dans une société démocratique. Toujours selon eux, le scepticisme à l'égard de la notion d'objectivité dans le domaine de la philosophie et de l'histoire est l'ultime leçon du christianisme. « *Le nihilisme postmoderne, la fin des méta-récits, est la vérité du christianisme.* » A la place du credo, l'Eglise doit se contenter de proposer des valeurs : la solidarité, la compassion, la charité.

## C. Une thèse religieuse

---

252

Pour les chrétiens, le principe de charité évangélique n'a plus de sens **impératif** s'il n'y a plus la foi en une vérité unique et révélée. Autrement dit, la charité devient une option parmi d'autres.

Même Régis DEBRAY (FR) affirme qu'une Eglise qui se contenterait de proclamer des valeurs compassionnelles, surtout en une époque de bric-à-brac spiritualiste, n'aurait plus de raison d'être. « *J'ai parfois l'impression que ce terme de spiritualité recouvre aujourd'hui un opportunisme et une lâcheté : le spirituel comme matière à option ou luxe existentiel : les avantages de la religiosité sans les inconvénients.* » Conclusion : pour un chrétien, celui qui vit le présent à la lumière de la responsabilité face à la vie éternelle, celui-là donne aux jours présents leur pleine signification.

## D. Une minorité créatrice

Selon l'historien britannique Arnold TOYNBEE, le destin d'une société dépend toujours d'une minorité capable de créer. Les chrétiens devraient se considérer comme constituant une telle minorité active, et contribuer ainsi à ce que l'Europe retrouve le meilleur de son héritage, et se mette ainsi au service de l'humanité entière.

Les valeurs proposées par VATTIMO, « piété, charité, hospitalité, universalité » peuvent représenter une sorte de système de coordination pour la finalité recherchée du projet européen. Croyants et

non-croyants peuvent ainsi devenir en Europe des partenaires reconnus dans le dialogue civil.

Si ces valeurs peuvent faire partie de la pluralité de l'identité européenne, il est intéressant et optimiste de participer à la construction d'un avenir de l'Europe.

### **E. Les Eglises ont la possibilité de présenter leurs valeurs dans un monde devenue séculier**

Cette chance, les Eglises ne pourront la saisir de manière crédible que si elles se purifient reflétant la société civile, que si elles abandonnent tous les symboles de pouvoir et de domination pour retrouver leur enracinement dans leurs origines bibliques.

Ce retour proposé aux Livres, aux origines bibliques, est une chance pour le développement spirituel de la personne. Elle est également une chance pour le dialogue entre les religions.

### **Quelques conclusions**

Pour un groupe comme le vôtre, il serait extrêmement utile de réfléchir ces jours-ci à la façon dont une éducatrice ou un éducateur peut **proposer** les valeurs mentionnées dans son enseignement. Mais aussi, à la manière de vivre ces valeurs à l'école ? Je pense ici au social, à l'accueil des immigrés, à la solidarité avec les plus pauvres à commencer à l'école même, à l'accent mis sur la communauté contre le repli sur soi.

Et finalement, je suis profondément convaincu que les jeunes d'aujourd'hui continuent à avoir faim du sens ultime de la vie. Il vous faudra donc, dans vos enseignements ou en-dehors, faire se rappeler aux jeunes les orientations les plus profondes qui sont enracinées dans leur être.

La seule base sur laquelle on peut créer une communion entre tous les croyants et toutes les convictions, c'est la recherche partagée de la vérité. Il s'agit d'avoir foi dans la raison. Nous devons nous poser des questions radicales sur le sens et sur le fondement ultime de l'existence humaine, personnelle et sociale. Personne ne peut dire qu'il connaît toutes les réponses ; on n'enseigne pas seulement, on apprend également. C'est dire que, selon moi, le respect de la différence constitue la méthode européenne. Il n'est pas inutile de nous le rappeler, car le racisme et l'intolérance s'accroissent. Cela nous amène au « péché originel » de l'Europe : la classification des peuples.

En hébreu, on utilise dans ce contexte le mot « *shibboleth* » qui désigne une phrase ou un mot ne pouvant être prononcé correctement que par les membres d'un groupe.

Le *shibboleth* apparaît dans le Livre des Juges 12 :4-6. D'après cet épisode, les Giléadites utilisèrent ce terme pour distinguer leurs ennemis éphraïmites parmi les fuyards. Les Ephraïmites se trompant sur la façon de prononcer la lettre « sh », ils écorchaient là le dernier mot de leur vie.

Lorsque Jephté, chef des hommes de Galaad, eut défait les Ephraïmites et pris les gués du Jourdain, de nombreux fugitifs voulurent traverser le fleuve. « *Quand les fuyards d'Ephraïm disaient : "laissez-moi passer", les gens de Galaad demandaient : "Es-tu éphraïmite ?" S'il répondait : "Non", alors ils lui disaient : "Eh bien, dis Shibboleth !" Il disait : "Sibboleth" car il n'arrivait pas à prononcer ainsi. Alors on le saisissait et on l'égorgeait près des gués du Jourdain.* »

Ce classement, *shibboleth*, ou mensonge monstrueux est à l'origine aussi bien de l'holocauste qu'il y a quelques siècles, de l'esclavage maintenu en vie par plusieurs continents.

Et ceci m'amène à une perspective plus large que la perspective européenne : nos efforts doivent également porter sur l'approfondissement du sens d'une éthique de la responsabilité globale. Je pense à la migration, à la politique agricole mondiale, etc. L'Europe s'entoure trop souvent d'un mur de satisfaction, sans s'engager pleinement et avec responsabilité dans le monde, comme le dit Bob GELDOF.